

Redéfinir le progrès à la lumière de la crise écologique

Par Dominique Méda*

NOVEMBRE 2012

Même si elles n'aiment pas dépendre des hypothèses ou des résultats de recherche des sciences de la Nature, les sciences humaines et sociales sont aujourd'hui mises au défi de penser les transformations radicales que nous révèlent celles-ci : d'abord pour comprendre comment l'homme a pu se muer en véritable agent géologique capable de détruire le caractère habitable de la planète, ensuite pour savoir dans quelle mesure nous pouvons faire confiance aux disciplines traditionnelles pour dessiner les contours du monde que nous voulons, enfin pour éclairer les voies de résolution de ce qui est bien plus qu'une crise. Dominique Méda revient sur les raisons qui ont fait de la production le principal lieu d'expression de nos sociétés et du Produit Intérieur Brut leur principal critère de performance avant de s'interroger sur les enjeux du développement d'autres manières de représenter « ce qui compte ».

À la mi-2012, le candidat républicain à la présidence des États-Unis, Mitt Romney, choisissait de mettre au cœur de sa campagne l'opposition entre le soin à apporter à la planète et celui apporté aux humains : « Obama avait promis de ralentir la montée des océans et de soigner la planète. Ma promesse, c'est de vous aider vous et votre famille ». Au même moment, la Revue *Nature* publiait un article cosigné par vingt-deux scientifiques intitulé : « *Approaching a state shift in Earth's biosphere* ». Dans cet article, les auteurs rappelaient que les humains dominent désormais la Terre et la modifient selon des modalités qui menacent sa capacité à nous supporter, nous et les autres espèces. Ils soulignaient que les transitions critiques causées par des effets de seuil peuvent conduire à des changements d'états et que les humains sont en train de forcer une telle transition, avec la possibilité de transformer la Terre de manière rapide et irréversible la menant à un état que

l'humanité n'a encore jamais expérimenté. De cet article se dégagent deux recommandations : comprendre les causes profondes de ce changement global mis en œuvre par les êtres humains et prendre des mesures rapides pour organiser la résilience de nos sociétés, notamment celle des écosystèmes.

Même si elles n'aiment pas dépendre des hypothèses ou des résultats de recherche des sciences de la Nature, les sciences humaines et sociales sont aujourd'hui mises au défi de penser ces transformations radicales : d'abord pour comprendre comment l'homme a pu se muer en véritable agent géologique capable de détruire le caractère habitable de la planète, ensuite pour savoir dans quelle mesure nous pouvons faire confiance aux disciplines traditionnelles pour dessiner les contours du monde que nous voulons, enfin pour éclairer les voies de résolution de ce qui est bien plus qu'une crise.

*Ancienne élève de l'École Normale Supérieure et de l'École Nationale d'Administration, agrégée de philosophie. Elle est actuellement Professeure de sociologie à l'Université Paris Dauphine et auteur notamment de *Le Travail. Une valeur en voie de disparition ? ; Qu'est-ce que la richesse ? ; Le Temps des femmes. Pour un nouveau partage des rôles*. Elle a collaboré à plusieurs ouvrages sur les politiques sociales.

Ce texte constitue un extrait de la conférence inaugurale de la Chaire « Reconversion écologique, travail, emploi, politiques sociales » du Collège d'études mondiales, mise en place par la Fondation Maison des sciences de l'homme en coopération avec l'Université Paris Dauphine.

Publié en partenariat avec le Collège d'études mondiales et la Fondation Maison des Sciences de l'Homme.

Je rappelle les principaux éléments fournis aujourd'hui par les scientifiques, notamment par le GIEC : la menace principale est constituée par le réchauffement climatique et l'accumulation dans l'atmosphère de plusieurs gaz à effet de serre dont une réduction de 50 à 85% est nécessaire. Un réchauffement supérieur à 2° C est susceptible d'entraîner un changement climatique qui pourrait être dramatique, incluant tempêtes tropicales, désertification de grandes parties de la Terre, érosion des sols, acidification des océans, pertes de biodiversité. A cela s'ajoute (de façon plus ou moins liée) les pollutions de l'air et des nappes phréatiques, la raréfaction des quantités d'eau potable disponibles, l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables (charbon, pétrole, gaz) et la diminution des stocks de minerais. Tout semble converger pour signifier que l'humanité est au bord d'une série de catastrophes si rien n'est fait dans une fenêtre temporelle très étroite.

Mon parti pris aujourd'hui est de *prendre au sérieux* cet ensemble de données hautement crédibles et d'en faire le point de départ de ma réflexion.

La focalisation sur la production

Ces informations nous obligent dans un premier moment à une relecture de notre passé, à une réinterprétation critique : tout se passe en effet – et Beck le soulignait déjà dans la *Société du risque* –, comme si les deux siècles que nous avons considérés comme les siècles du progrès, ceux qui ont radicalement changé les conditions de vie des êtres humains sur Terre (ou au moins d'une partie de ceux-ci), ceux qui ont vu la croissance des économies atteindre – au moins dans les sociétés occidentales – des taux inconnus jusqu'alors, ne pouvaient désormais plus tout à fait être qualifiés ainsi. Certes, le « travailleur moyen » pouvait acheter, à la fin du 20^{ème} siècle six fois plus de biens qu'à la fin du précédent et les conditions de vie de l'humanité ont été considérablement améliorées, notamment en matière de santé. Il n'en reste pas moins que les dégradations actuelles et à venir dont nous prenons actuellement conscience apparaissent comme des conséquences directes de ces deux siècles, restées jusqu'alors invisibles mais pourtant bien imputables aux actions humaines passées.

Beck écrivait en 1986 que nous découvrons que la production de richesses ne va pas sans production de maux. De fait, à partir de la Révolution industrielle, les conséquences des immenses forces mises au service de la mise en forme de la Nature pour l'usage de l'homme ont été systématiquement comptabilisées et représentées comme un « plus », comme un *progrès*, sans que les destructions opérées sur des équilibres préexistants, sur la Nature, et pendant longtemps sur les hommes eux-mêmes, aient fait l'objet de considération ou aient été prises en compte. Ce sont ces deux processus dont il nous faut saisir la dynamique : la focalisation de l'ensemble des énergies sur l'activité de production, d'une part, et l'occultation du négatif, d'autre part. Ne pas l'analyser, c'est en effet s'inter-

dire de lever les résistances qui empêchent l'ouverture d'une autre voie.

Pourquoi une telle focalisation, à partir du 18^{ème} siècle, sur la production ? Pourquoi une telle débauche d'énergie dans l'activité de mise en forme du monde ? Une telle obsession n'était pas seulement déterminée par le confort que ces transformations étaient susceptibles d'apporter : il ne s'agissait pas uniquement comme le suggérait Descartes de vivre plus longtemps et en bonne santé. Un tel déchaînement sans frein des énergies, un tel excès dans l'usage du travail et de la Nature ne peuvent s'expliquer que par des causes plus profondes. Il aura fallu, la plupart des auteurs l'ont souligné, une véritable révolution des esprits et la mise en place d'un « système » dans lequel chacun avait *intérêt* – ou était *contraint* – à participer à la dynamique d'accroissement.

Parmi les explications qui ont été données du « bouleversement stupéfiant » advenu au 18^{ème} siècle, je voudrais rappeler celles qui me semblent les plus déterminantes notamment parce qu'elles continuent, pour certaines, de structurer nos dynamiques sociales et constituent donc d'évidents facteurs de résistance au changement.

La première explication de la passion avec laquelle les sociétés occidentales se sont adonnées à la production et ont quasiment donné à celle-ci le caractère d'une « religion » est fournie par Max Weber : la passion de l'enrichissement est issue de la *conversion* des énergies spirituelles vers l'ici-bas. Si l'aménagement rationnel du monde a été mené avec un tel sérieux, c'est parce que la question du salut était engagée. Certains historiens comme Lynn White ont soutenu que cette matrice théologique continue d'exercer ses effets.

Deuxième explication : la focalisation sur la production a permis de résoudre la question qui hantait le 18^{ème} siècle : trouver le moyen de fonder et de maintenir le lien social après la remise en cause du géocentrisme, l'effondrement de l'*universitas*, l'émergence de l'individu et la découverte que la société était le produit d'une convention humaine. Deux « solutions » étaient en lice à l'époque pour contraindre les individus à s'accorder et à régler pacifiquement leurs échanges : la solution « à la Rousseau » voyant dans la délibération collective de l'assemblée des citoyens et dans le lien politique la source de l'ordre social, un ordre parlé et négocié et la solution « à la Smith », méfiante dans la capacité des hommes à s'accorder par la parole et voyant dans la promotion d'un ordre autorégulé le meilleur moyen de les contraindre à la vie sociale sans qu'ils aient besoin de s'aimer, ni de se parler. La solution moderne ayant triomphé, la production est devenue la source du lien social et sa croissance la garantie de son maintien.

Au 19^{ème} siècle, à travers la valorisation du travail, c'est aussi la promotion de l'humain comme puissance formatrice du Monde qui s'est opérée. Du côté français, c'est l'apologie de l'industrie par Saint Simon, du côté allemand, Fichte redonne sa première place à l'homme-législateur. Hegel décrit, suivi par Marx, à quel point la vocation de



l'homme est de détruire le naturel et de faire le monde à son image.

Mais les deux dernières « explications » permettent sans doute plus que les précédentes d'attirer l'attention sur le caractère « irrépensible » de la croissance de la production, sa transformation en productivisme. Il s'agit d'une part de la manière dont notre imagination et notre amour de la distinction nous entraîne, comme le soulignait Smith dans *Le Traité des sentiments moraux*, dans une logique relevant du mauvais infini et, d'autre part, de la recherche effrénée de rentabilité qui caractérise le capitalisme selon Marx, Weber et Sombart.

Au 19^{ème} siècle, l'économie accompagne l'auto-institution de l'homme comme fondement de toutes les valeurs en expulsant de ses équations la Nature, sa matérialité, sa résistance et sa finitude. Les fonctions de production en témoignent. Quant à la sociologie naissante, soucieuse d'expliquer les faits sociaux par d'autres faits sociaux et obsédée par les risques de désagrégation sociale dont la Révolution industrielle est porteuse, elle fait de la cohésion sociale son principal objet. Les sciences humaines et sociales accompagnent la minoration des dommages provoqués sur les travailleurs ou sur la Nature à l'occasion de la mise en forme accélérée du monde, en présentant les dégradations liées à l'industrialisation comme les scories inévitables du progrès. Celles qui concernent le « facteur travail » sont éclipsées par la possibilité pour les consommateurs d'obtenir des biens et services à profusion et à des prix plus bas : « les droits du peuple, écrit Taylor, sont plus importants que ceux des employeurs et des salariés ».

Au 20^{ème} siècle, le PIB devient l'expression la plus aboutie de cette priorité absolue accordée à la production et à la nécessité de son accroissement. Si la grosseur du revenu national constituait depuis le 17^{ème} siècle, un élément central de la compétition internationale comme l'a montré Vanoli, l'élaboration et la mise en œuvre de la comptabilité nationale, au milieu du 20^{ème} siècle, confirment de manière éclatante, d'une part, l'assimilation du progrès et de la richesse à la seule croissance de la production et, d'autre part, le processus d'invisibilisation des coûts sociaux et environnementaux de celle-ci.

Le PIB : indicateur majeur de progrès

Comme tous les dispositifs comptables ou formalisés, la comptabilité nationale est l'expression d'une convention, donc le produit de choix et de diverses opérations d'inclusion et d'exclusion. Les travaux de Fourquet sur la comptabilité nationale française ont mis en évidence les options idéologiques fortes qui avaient guidé ses concepteurs : le PIB n'est pas un dispositif décrivant de manière neutre la réalité, il est un outil de sélection, dans l'ensemble de la réalité, de ce qui compte pour le bien-être du pays. Dans sa tentative d'estimation du revenu national américain, en 1941, celui que l'on considère comme

l'inventeur de la comptabilité nationale, Kuznets, a souligné l'ampleur des jugements de valeur mobilisés à cette occasion.

Le PIB représente la valeur monétaire de la production marchande et non marchande. L'activité qui correspond à la fabrication de cette production est le travail sous ses différentes formes juridiques : travail indépendant, travail salarié. Sont donc exclus du périmètre concerné (considéré comme « ce qui compte »), si l'on raisonne en termes d'activités humaines, d'une part, ce que les comptables intitulent « production non marchande des ménages », correspondant à toutes les activités réalisées à l'intérieur du foyer et qui pourraient faire l'objet d'un échange avec l'extérieur (ce que nous appelons travail domestique), et, d'autre part, toutes les activités qui ne visent pas à produire, c'est-à-dire à mettre en forme pour l'usage. Notre indicateur étant devenu la jauge à partir de laquelle nous évaluons la réussite d'une société, il en résulte que les activités autres que le travail comptent pour zéro mais aussi que nous serions plus performants si, par exemple, l'ensemble de la production non marchande des ménages se transformait en production marchande. On reconnaît ici l'option philosophique retenue par le dix huitième siècle et donc entérinée par notre indicateur : est principalement comptabilisée dans le PIB la production qui valorise l'échange entre les sociétaires.

Je rappelle les autres caractéristiques du PIB : il compte positivement et en les enregistrant à leur valeur d'échange toutes les productions, utiles ou inutiles. Il n'est pas affecté par les inégalités dans la participation à la fabrication de la production ni par les inégalités dans la consommation. Enfin, il ne comptabilise que des flux positifs et, à la différence de la comptabilité d'entreprise, il ne s'appuie pas sur un bilan où pourraient être constatées, en face des augmentations de valeur ajoutée, des dégradations autres que la dépréciation du capital technique. Et par dégradations on entend à la fois les diminutions de stock de ressources naturelles renouvelables et non renouvelables, les atteintes à la santé provoquées par la production (et dues au travail ou à la pollution), la diminution de qualité de l'air, de l'eau, des sols, de la beauté, des relations sociales, du climat, toutes choses qui n'ont pas de prix, ne sont pas appropriables par une unité mais constituent un patrimoine commun indispensable à la vie. Le PIB néglige cela pour ne mettre l'accent que sur la valeur ajoutée et finalement sur le revenu global distribué.

Le PIB est devenu l'indicateur majeur de mesure du progrès de nos sociétés. Chaque jour les medias indiquent que sans croissance du PIB il ne peut y avoir ni croissance des revenus, ni diminution du chômage. Et pourtant, cet indicateur n'est capable de mettre en évidence ni les périls auxquels nous sommes confrontés, ni les facteurs de progrès ou les ressources qui comptent pour l'inscription de nos sociétés dans la durée. Pire, il nous pousse dans le mur, il nous rend aveugle, il nous trompe. Celui qui reconnaît officiellement cette impasse est Joseph Stiglitz, économiste

à la fois classique et critique, co-rapporteur de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, réunie en 2008 à l'instigation du Président de la République français. Nous sommes donc arrivés aujourd'hui au point où nous continuons à vivre et à voir notre fonctionnement social complètement structuré par un indicateur incapable d'orienter nos actions dans le « bon » sens. Mais si le PIB est un mauvais indicateur, si les informations qu'il nous donne sont, comme l'écrit Passet, tronquées, au point de nous conduire à la catastrophe sans qu'aucun signal d'alerte ne soit envoyé, cela signifie que les catégories avec lesquelles nous interprétons le monde et organisons nos actions ne sont plus adaptées et que nous devons en changer. Qu'il nous faut donc changer d'indicateurs.

Que signifie cette expression ? Que nous devons parvenir à inventer de nouvelles catégories susceptibles de mieux rendre compte de la réalité et de mieux encadrer nos actions individuelles et collectives. Mais les questions suscitées par une entreprise sont légion : Comment procéder à cette refondation ? Qui a le droit d'y participer ? Qui a la légitimité pour le faire ? Sur quels principes devra-t-elle s'appuyer ? Que s'agit-il de représenter : devons-nous rester dans le paradigme antérieur et améliorer la représentation de la production, la manière dont les êtres humains créent des utilités ? Devons-nous au contraire nous focaliser sur les interactions entre homme et nature pour mettre en évidence comment les différentes actions humaines modifient les équilibres naturels ? Quel langage, quelle grammaire devons-nous mobiliser pour construire cette comptabilité, pour dessiner l'état du monde désirable ? Faut-il employer le langage universel qui est aujourd'hui le langage économique ou monétaire ou au contraire nous intéresser aux flux d'énergie et de matière ? Et dans ce dernier cas, comment ouvrir entre les différentes représentations des passages, comment jeter des passerelles, comment organiser des traductions de l'un dans l'autre ?

Il existe aujourd'hui une véritable course dans l'élaboration de nouveaux indicateurs de richesse complémentaires ou alternatifs au PIB. Florence Jany-Catrice et Jean Gadrey l'ont bien montré, le marché est florissant : des dizaines de nouveaux indicateurs - synthétiques ou non, monétaires ou non - ont été proposés par ceux qui ont pris conscience de l'inadaptation du PIB pour orienter et évaluer les actions humaines. Ne nous y trompons pas : cette compétition est déterminante. C'est une compétition où sont en jeu les cadres d'interprétation du monde et les normes encadrant l'action pour les décennies à venir, une compétition pour la détermination des principes qui seront choisis pour orienter les politiques publiques et privées, une compétition dont l'enjeu est donc de rendre légitimes certains comportements, certains usages du monde, certaines actions, au détriment d'autres. Témoignent de l'importance des enjeux le fait que l'OCDE y ait jeté des forces impressionnantes (dans un programme précisément intitulé *Mesurer le progrès*), que l'ex président français ait voulu (à la surprise

générale de ceux qui s'intéressaient à ces questions) réunir une Commission dont le mandat était ni plus ni moins que de reconnaître officiellement les limites du PIB et de proposer d'autres indicateurs, et que la Commission européenne se soit engagée à en publier très prochainement de nouveaux.

Mais cette compétition se déroule avec des règles du jeu extrêmement peu claires, entre experts et en des termes qui ne permettent à l'ensemble de la population ni de prendre clairement conscience des enjeux ni de prendre part à la réflexion. Aucun espace public n'a été organisé pour traiter la question et permettre aux citoyens de se l'approprier. La réunion de la Commission Stiglitz l'illustre de manière significative : alors qu'il s'agissait de réfléchir à « ce qui compte » pour nos sociétés, c'est une assemblée d'experts, ne comptant parmi ses membres aucun représentant de la société civile, ni du Parlement, composée quasi exclusivement d'économistes - masculins de surcroît - qui a travaillé en cénacle clos, comme l'a immédiatement souligné le Forum pour d'autres indicateurs de richesse.

Le contenu des réflexions de la Commission doit également attirer notre attention et permet de comprendre en quoi les enjeux d'une telle refonte sont fondamentaux. Le rapport de la Commission faisait trois grandes propositions : mieux intégrer les inégalités de revenus ; mieux mesurer la qualité de vie et mieux mesurer la soutenabilité. Dans cette troisième partie, la Commission a opéré un véritable basculement en recommandant de « prendre en compte la richesse en même temps que les revenus et la consommation ». Elle a proposé que, comme les entreprises, l'économie dans son ensemble se dote d'un bilan de manière à ce que nous disposions d'états chiffrés complets de son actif. Ce renversement complet de perspective prend en partie son origine dans le rapport *Where is the Wealth of the Nations ?* de la Banque Mondiale, publié en 2006, dans lequel cette institution proposait une définition nouvelle de la richesse, dite théorie de la richesse inclusive. A partir de la prise en compte de l'ensemble des « capitaux », capital productif, capital humain mais aussi capital naturel, il s'agit de comparer les variations annuelles du capital global grâce à la notion d'Épargne Nette ajustée. Cette dernière se calcule comme l'épargne nette d'un pays diminuée de la valeur des dégradations du capital naturel et augmentées de la valeur de l'investissement dans le capital humain. Même si la dernière version du rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social consacre des analyses approfondies aux limites d'un tel indicateur et tient largement compte des critiques qui lui avaient été adressées sur le rapport intermédiaire (notamment par le réseau FAIR), elle n'exclut pas totalement son usage puisqu'elle propose d'« axer l'agrégation monétaire sur des éléments pour lesquels il existe des techniques d'évaluation raisonnables, tels que le capital physique, le capital humain et les ressources naturelles échangées sur des marchés ».



Dans quel langage écrire le monde futur ?

Or les implications de cette nouvelle représentation de la richesse sont immenses : elle consiste en effet, d'une part, à donner une valeur monétaire à des éléments qui ne sont pas marchands et ne sont pas destinés à faire l'objet d'un échange sur un marché et à les comptabiliser à cette « valeur d'échange » et, d'autre part, à considérer comme substituables, c'est-à-dire remplaçables l'un par l'autre, les trois types de capitaux. La vérité d'une telle représentation qui peut paraître séduisante au premier abord peut donc se traduire ainsi : il y aura toujours suffisamment de capital humain et de capital technique, donc d'intelligence humaine capable de produire du progrès technique pour fabriquer l'équivalent du capital naturel. Peu importe que celui-ci soit peu à peu détruit, les êtres humains sont assez intelligents pour produire un capital artificiel qui – et c'est là le fond de l'affaire – générera pour les hommes un flux d'utilités équivalent à celui qui est aujourd'hui généré par le capital naturel.

Dans cette conception de la soutenabilité, dite faible, l'utilitarisme est patent : ce qui doit avant toute chose être préservé et notamment transmis aux générations futures, c'est un « X », une sorte de noumène qui devra être capable de générer le même flux « d'utilités » que ce que nous parvenons à générer aujourd'hui. Si l'économie de l'environnement accorde aujourd'hui une place à la Nature, c'est donc en tant que capital support de flux d'utilités ou de services. Les évaluations contingentes, les méthodes coûts-bénéfices, les estimations, toutes mobilisant la monnaie comme langage commun, se multiplient sous le prétexte que les ressources naturelles seraient aujourd'hui pillées parce qu'elles n'auraient pas de valeur. Il faudrait donc leur en donner une et ce processus passerait par la fiction d'un marché destiné finalement à donner un prix aux différents services que la Nature rend à l'homme. On nous propose aussi de raisonner en termes de valeur économique totale, considérée comme la somme des valeurs d'usage et de non-usage. Pour approcher de telles valeurs, on procède par évaluation contingente et on interroge les personnes sur leur consentement à payer. Dans cette représentation, la Nature constitue autant de « réservoirs d'utilités » pour l'homme, l'homme est « la mesure de toutes choses ».

On comprend mieux l'émergence, face à un tel anthropocentrisme, non seulement de la *deep ecology* mais plus généralement d'un ensemble de travaux, économiques et non économiques, visant, d'une part, à dénier aux êtres humains le droit de mettre la Nature en coupe réglée et, d'autre part, à reconnaître à la Nature une valeur, indépendante de l'homme et surtout non réductible à la valeur économique. C'est pour lutter contre l'utilitarisme que le philosophe américain Baird Callicot, introduit en France notamment par la philosophe Catherine Larrère, a défendu la thèse d'une valeur intrinsèque de la Nature. La théorie de la valeur intrinsèque ou de la valeur inhérente

permet d'échapper à l'utilitarisme économique et « aux analyses en termes de coûts et de bénéfices dans lesquelles la valeur naturelle des expériences esthétiques, religieuses ou épistémiques, parce qu'elles ne possèdent aucun prix, ne représente pratiquement rien au regard des bénéfices économiques matériels considérables que procurent le développement et l'exploitation ».

Dans quel langage devons-nous écrire et décrire le monde futur, ce « nouveau modèle de développement », vers lequel nous devrions organiser une transition ? La Commission Stiglitz, même si elle avait l'ambition de prendre en considération les conceptions des différentes disciplines, l'a principalement écrit en langage économique, avec les postulats de l'économie standard et se fondant sur une représentation de la valeur qui est d'abord celle de l'économie de l'environnement. La même année, Juan Martinez Alier, l'un des papes de l'écologie économique, posait la question : « les valeurs écologiques n'ont-elles de valeur que si on les traduit en argent ou ont-elles une valeur propre qui se mesure en unités de biomasse et de biodiversité ? Faut-il argumenter directement en termes de subsistance, santé et bien-être humains ou faut-il traduire ces valeurs en argent ? Qui dispose d'assez de pouvoir social et politique pour simplifier cette complexité en imposant un langage précis d'évaluation ? ».

Comment est-il possible de surmonter les conflits de langage et de valeurs qui sont légion dès lors qu'il s'agit de dire ce qui compte ? Depuis le début des années 1980, la philosophie, la sociologie, l'économie ont été conduites à revoir plus ou moins radicalement leurs objets. Les trois disciplines ont en partie pris en compte les découvertes des années 1970, notamment la finitude des ressources naturelles et le caractère destructeur de certaines actions humaines. Toutes les trois ont développé des sous-disciplines : éthique environnementale, économie de l'environnement et économie écologique, sociologie de l'environnement qui sont aujourd'hui en pleine croissance. Dans les trois cas, les révisions des paradigmes fondateurs de ces disciplines ont été fortes, dans la mesure où il leur a fallu renoncer à leur anthropocentrisme et penser l'interdépendance entre l'être humain et la nature. Mais les trois disciplines continuent de le faire dans leur langage et selon leurs fondements épistémologiques propres, même si des recompositions sont en cours.

Aucune bonne raison ne permet de soutenir que le langage et la conception de la valeur avec lesquels le futur état du monde doit être écrit devraient être ceux de l'économie. Au contraire, nous pouvons déjà conclure du caractère stratégique, politique et pluriel des définitions de la valeur, que toutes les sciences, humaines, sociales et naturelles devront coopérer pour choisir ou élaborer le langage dans lequel ce monde sera finalement décrit, avec l'aide des citoyens qui devront aussi nécessairement être impliqués dans la détermination de ce qui compte pour tous.

Par ailleurs, quel principe supérieur, transcendant toutes les limites et tous les cloisonnements disciplinaires, serait

capable de guider l'ensemble du processus ? Il semble bien que la maxime édictée par Hans Jonas dans *le Principe Responsabilité* puisse constituer la base minimale sur laquelle nous pouvons nous accorder pour travailler sur la représentation du monde souhaitable : « Agis de façon que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre ». De cette maxime, nous pouvons déduire plusieurs éléments susceptibles de servir de fondement aux différentes sciences auxquelles il incombe d'imaginer le monde qui vient : une conception de la soutenabilité forte ; l'obligation de nous comporter à l'égard de la Nature comme des usagers et non comme des propriétaires ; le devoir de transmettre aux générations futures le patrimoine dont nous avons hérité et qui leur permettra à leur tour de mener une vie décente. Nous devons le conserver et le transmettre à la génération suivante et donc le considérer comme un bien commun dont nous devons organiser la gestion la plus respectueuse possible et définir collectivement les modalités d'usage.

Tout converge donc désormais vers ce patrimoine qu'il incombe à chaque génération de préserver et de transmettre. Sur le fait qu'il importe de léguer des actifs et pas seulement des flux, toutes les disciplines peuvent s'accorder. Mais de quoi ce patrimoine se compose-t-il ? Comment décrire ses éléments constitutifs ? Bertrand de Jouvenel écrivait en 1968, que le progrès est « l'accroissement successif du patrimoine social, tellement que chaque génération active lègue à la suivante un plus riche actif, tangible et intangible ». Que recouvre ce patrimoine social ? Quelle méthode adopter pour cerner son périmètre et dénombrer ses composants ? Imaginer la possible disparition de la société et *a contrario* ce qui est indispensable pour qu'elle s'inscrive dans la durée permet de distinguer au moins deux composantes : une composante naturelle et une composante sociale. Une société peut périr du fait de la disparition ou de la trop grande dégradation de son capital naturel mais aussi de sa balkanisation et de sa résolution en composants premiers, en agrégats inorganisés d'individus.

Cette conception patrimoniale de la richesse exige donc de réaliser un inventaire précis des quantités et des qualités des patrimoines et des situations qui nous semblent devoir être transmis. Des travaux ont déjà commencé pour la biodiversité, les minerais, les ressources non renouvelables, les forêts, les nappes phréatiques, les stocks de poissons. Le travail n'est pas moins difficile s'agissant du « patrimoine social ». Des approches en termes de « santé sociale » ont été développées notamment dans plusieurs régions françaises ou nord-américaines : Florence Jany-Catrice a notamment montré qu'élaborées au terme de conférences citoyennes, elles avaient mis au cœur de ce qui compte la qualité et la répartition de l'emploi, les conditions de travail et les inégalités de revenus.

Si notre progrès est mesuré non plus par le taux de croissance du PIB ou par l'Épargne nette ajustée mais par les évolutions de notre patrimoine naturel et social, une

telle représentation peut-elle suffire à nous orienter ? Est-elle suffisamment dynamique ? Autrement dit, comment organiser le lien entre cette représentation et notre comptabilité actuelle qui exprime les choses en termes de production et de revenus ? Comment passer de l'un à l'autre pour guider un processus de transition ? Je propose que nous considérions cette représentation en termes patrimoniaux comme un indicateur permettant à la fois de décrire le monde souhaité et comme une règle que devra respecter la production, donc comme un ensemble de contraintes chiffrées constituant les normes encadrant la production. Le réglage des paramètres de cet indicateur relèverait d'un choix collectif, élaboré avec les scientifiques appartenant à toutes les disciplines concernées. Il devrait donc être ce sur quoi nous devrions avoir désormais les yeux fixés, l'indicateur destiné à structurer nos comportements, publics et privés.

Comment penser la transition écologique

La mise en œuvre concrète d'un tel processus pose par ailleurs d'innombrables questions théoriques et pratiques.

La première concerne le pilotage du processus de transition. Deux thèses s'opposent sur cette question : les partisans de la première, dans le sillage d'Hans Jonas, doutent de la capacité de gouvernements démocratiques soumis à la nécessité d'être réélus à prendre les mesures nécessaires et pensent que seule « une tyrannie bienveillante, bien informée et animée par la juste compréhension des choses » pourra y parvenir ; les tenants de la seconde jugent au contraire que seul un approfondissement démocratique rendra le processus acceptable. Plus concrètement, une des questions principales, consiste à comprendre comment inciter – ou contraindre – les acteurs privés à participer à celui-ci.

La seconde question concerne le rôle des syndicats et des mouvements sociaux dans le règlement de la question écologique. Si les deux premières années de la crise dans laquelle nos pays sont toujours embourbés ont conduit à une prise de conscience de la profondeur des dysfonctionnements de l'économie mondiale et permis l'élaboration d'alliances entre le mouvement écologique et les syndicats, comme en a témoigné la définition, au niveau européen, d'un Agenda Vert, l'approfondissement de la crise a rendu la situation beaucoup plus compliquée : l'Agenda Vert a disparu des discours, des coalitions telles que la Spring Alliance ont décliné et la contradiction est à nouveau totale entre la résolution de la question sociale – qui exige plus de croissance, tout de suite – et celle de la question écologique, qui exigerait des révisions radicales et des changements de paradigmes mais qui est repoussée aux calendes grecques. Les promoteurs d'un règlement conjoint de la question écologique et de l'emploi se retrouvent très isolés dans une Europe où le nationalisme et le court terme ont repris leurs droits. Et la tentation est grande, au nom du niveau de vie,



de la croissance et de l'emploi, de renforcer encore la mise en valeur marchande du monde, en contradiction directe avec une approche visant au contraire à soustraire aux tendances prédatrices les biens naturels. Des débats riches se sont intensifiés ces dernières années autour de l'idée de biens publics mondiaux puis des biens communs. Les travaux d'Elinore Ostrom et les prolongements que leur ont donnés les mouvements sociaux comme le Forum Social Mondial de Bélem ont ouvert des perspectives et des questions désormais urgentes : quel statut donner aux communs naturels et humains ? Comment les protéger de la marchandisation ? Quels sont les biens et les droits qui doivent être considérés comme biens communs de l'humanité ou de communautés particulières ? Au cours de quel processus un tel statut peut-il être affecté ? Quelles sont les communautés légitimes pour engager celui-ci ? Quelles seront les règles qui l'organiseront et qui en décidera ? Quel type de gestion doit s'en déduire ?

La troisième concerne la re-conceptualisation et la révision de la hiérarchie traditionnelle des activités à laquelle devrait nous conduire le fait de prendre au sérieux la menace écologique. Que l'on accepte ou non les prévisions de ceux qui pensent que les politiques d'investissement dans les énergies renouvelables, l'isolation des bâtiments et les reconversions écologiques de plusieurs secteurs ne suffiront pas et qu'il nous faut nous résigner à une diminution drastique de la taille de nos économies (certains travaux indiquent que cet objectif ne pourrait être atteint qu'à condition que le PIB mondial diminue de plus de 3% par an, donc de 77% entre 2007 et 2050...), nous devons donner la priorité aux activités qui *prennent soin* de l'environnement. Dans quelle mesure cette réhabilitation, à côté des activités de mise en forme pour l'usage et l'échange monétaire, doit-elle entraîner une reconsidération de la rémunération attachée à l'exercice des différentes activités, la mise en place d'un revenu garanti ou l'invention de monnaies spécifiques ? Comment nos politiques sociales peuvent-elles participer à cet objectif ? Dans quelle mesure devons-nous renoncer à la réalisation systématique de gains de productivité, ce qui permettrait de mettre la qualité du travail au cœur de nos préoccupations ? Voit-on se dessiner un mouvement porteur d'une double réhabilitation de la qualité des produits et du travail, des alliances entre mouvements de consommateurs et mouvements sociaux ? Autant de questions transversales à instruire.

La quatrième question, et à mes yeux, la plus déterminante, concerne les instruments, le langage et les disciplines que nous devons mobiliser pour représenter, accompagner et soutenir la transition. Elle comprend plusieurs sous-questions. Et d'abord celle de la monétarisation. Devons-nous,

pour accélérer la transition et rendre sa nécessité plus manifeste, adopter ce nouvel indicateur capable d'imposer des contraintes à la production, dont les évolutions continueraient d'être mesurées par les comptabilités actuelles (nationale et d'entreprise) ou devons-nous réviser drastiquement ces dernières, en obligeant par exemple la comptabilité générale à formaliser une dotation aux amortissements pour dégradation du capital naturel et du capital humain et dès lors à comptabiliser une charge qui viendrait diminuer d'autant le profit comme le proposent aujourd'hui certains comptables « alternatifs » ?

Plus généralement, peut-on faire confiance, pour penser la transition écologique, aux disciplines telles qu'elles sont actuellement constituées et spécialisées ? Est-il possible et suffisant d'organiser une véritable coopération entre celles-ci ? Ou devons-nous élaborer une nouvelle science, au-delà des limites et des cloisonnements disciplinaires et réhabiliter, contre Durkheim, l'intérêt d'une vision synthétique, non spécialisée ?

Je voudrais laisser le dernier mot sur cette question à un mathématicien, Nicolas Bouleau, qui en appelait récemment à une nouvelle façon de faire de la science, au développement d'une science capable de prendre soin de son objet à la différence de celle promue par Bacon. Il écrivait ceci : « Je suis stupéfait qu'on ose encore raisonner sur l'environnement en pensant l'humanité sur la planète comme une entreprise avec un bien interne et un bien externe et régie par une fonction de production, petite équation paramétrée (...) comme on en emploie pour raisonner en micro économie pour le bilan d'une entreprise. C'est ce qui est fait encore aujourd'hui aux plus hautes instances académiques (...) C'est une imposture. La logique économique est foncièrement incapable de penser ses propres limites (...) L'économie lorsqu'elle fait appel aux raisonnements de la théorie néo-classique demande une adhésion. Elle propose un cadre de pensée auquel on doit faire confiance. Mais devant les profits indus et les dégâts constatés, on ne peut plus lui faire crédit, son capital de confiance s'effondre (...) S'il est une chose dont il faut se méfier, c'est bien le tempérament dominateur et l'audace des humains. Au contraire, il faut développer une connaissance scientifique qui accompagne et prend soin des équilibres naturels et tient compte des savoirs construits par les groupes sociaux concernés. *Une connaissance de meilleure qualité*. Qu'est-ce que c'est ? C'est une connaissance dans laquelle on puisse avoir davantage confiance compte tenu de la situation humaine, sociale et géopolitique actuelle sans faire un chèque en blanc aux spécialistes passionnés par leur spécialité ».

Repères bibliographiques

- Hicham-Stéphane Afeissa, *Ethique de l'environnement. Nature, valeur, respect*, Vrin, 2007
- Banque Mondiale, *Where is the Wealth of the Nations ? Measuring Capital for the First Century*, 2006
- Remi Barbier et al., *Manuel de sociologie de l'environnement*, Presses universitaires Laval, 2012
- Anthony D. Barnosky et al., "Approaching a state shift in Earth's biosphere", *Nature*, vol. 486, 7 June 2012, p. 52-58
- Ulrich Beck, *La société du risque*, Aubier, coll. Alto, 2001
- Alain de Benoist, « La nature et sa "valeur intrinsèque" », *Krisis*, pp. 113-126, 1993
- Didier Blanchet, « La mesure de la soutenabilité. Les antécédents, les propositions et les principales suites du rapport Stiglitz, Sen, Fitoussi », *Revue de l'OFCE / Débats et politiques* – 120, 2011
- Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999
- Nicolas Bouleau, « Raisonement économique et biodiversité », avril 2011, <http://www.leblogdudd.fr/2011/04/28/raisonnement-economique-et-biodiversite-par-nicolas-bouleau-invite/>, paru sous une forme légèrement différente dans *Esprit*, Août/septembre 2011, p. 238 et suivantes.
- Baird Callicot, *In defense of the Land Ethic. Essays in Environmental Philosophy*, State University of New York Press, Albany, 1989
- William R. Catton and Riley E. Dunlap, « Environmental sociology: a new paradigm », *The American Sociologist*, vol. 13, February, p. 41-49
- Isabelle Cassiers (dir.), *Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public*, Les Editions de l'Aube, 2011
- Robert Costanza and al., "The value of the world's ecosystem services and natural capital", *Nature*, vol. 387, pp 253-260
- Herman E. Daly, *Beyond Growth. The economic of sustainable Development*, Boston Beacon Press, 1996.
- Jean Paul Deléage, *Une histoire de l'écologie*, Points Seuil, 2000.
- Jean-Pierre Dupuy, *Le sacrifice et l'envie. Le libéralisme aux prises avec la justice sociale*, Calmann-Levy, 1992
- FAIR (Forum pour d'autres indicateurs de richesse), « Le rapport Stiglitz : un diagnostic lucide, une méthode discutable et des propositions qui ne sont pas à la hauteur des enjeux », 2009, <http://www.idies.org/index.php?category/FAIR>
- François Fourquet, *Les Comptes de la puissance. Histoire politique de la comptabilité nationale et du plan*, Encre, Éditions Recherches, 1981
- Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Repères, La Découverte, 2005
- Jean Gadrey, *Adieu à la croissance*, Les petits matins, 2010
- Nicholas Georgescu-Roegen, *La décroissance. Entropie - Écologie - Économie*, Les éditions Sang de la Terre, 1979
- Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat, *Rapports* 1990, 1995, 2001, 2007
- André Gorz, *Métamorphoses du travail. Quête du sens*, Galilée, 1991.
- Axel Gosseries, *Penser la justice entre les générations*, Aubier, coll. Alto, 2004
- Garrett Hardin, *The tragedy of the Commons*, Science 13, Vol. 162 no. 3859 pp. 1243-1248, December 1968
- Jean-Marie Harribey, *Le développement soutenable*, Economica, 1998
- Jean-Marie Harribey, « Richesse : de la mesure à la démesure, examen critique du rapport Stiglitz », *Revue du Mauss*, n° 35, 1er semestre 2010, p. 63-82
- Albert O. Hirschmann, *Les passions et les intérêts. Justifications politiques du capitalisme avant son apogée*, PUF, 1980
- Michel Husson, « Croissance sans CO2 », note n° 24, octobre 2010
- Tim Jackson, *Prospérité sans croissance*, De Boeck-Etopia, 2010
- Florence Jany-Catrice et Dominique Méda, « Le rapport Stiglitz et les limites de l'expertise », note de travail de l'IDIES, n° 14, 2011
- Jany-Catrice Florence, 2008, 2009, "the French regions and their social health", *Social indicators research*, SpringerLink, published online 8 October, Soc Indic Res DOI 10.1007/s11205-008-9330-8. Publication dans *Revue papier* en 2009 : Volume 93, Number 2, pp. 377-391.
- Hans Jonas, *Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Les Editions du Cerf, « coll. Passages », 1990
- Bertrand de Jouvenel, *Arcadie. Essais sur le mieux-vivre*, Futuribles, Sedeis, Paris, 1968.
- Hervé Kempf, *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, Editions du Seuil, 2009
- Simon Kuznets, "National Income and Its composition", 1919-1938, National Bureau of Economic Research, 1941
- Catherine et Raphaël Larrère, *Du bon usage de la Nature*, Aubier, 1997
- Serge Latouche, « Nature, écologie et économie, une approche anti-utilitariste », *Revue du Mauss*, 2001/1, n° 17, 2001
- Eloi Laurent, *Social-Ecologie*, Flammarion, 2011
- Juan Martinez-Alier, « Conflits écologiques et langages de valorisation », *Ecologie et politique*, n° 35, 2008/1, 2008
- Juan Martinez-Alier, « Valeur économique, valeur écologique », *Ecologie et politique*, n° 1, janvier 1992
- Dominique Méda, *Le travail. Une valeur en voie de disparition*, Aubier, "Alto", 1995, rééd. Flammarion, "Champs", 1998 ; *Qu'est-ce que la richesse ?*, Aubier, "Alto", 1999, rééd. Flammarion, et "Champs"; *Au-delà du PIB. Pour une autre mesure de la richesse*. Champs Actuel, 2008.
- Julien Milanési, *Ethique et évaluation monétaire de l'environnement : la nature est-elle soluble dans l'utilité ?*, Vertigo, volume 10, n° 2, septembre 2010
- OCDE, *Mesurer et favoriser les progrès des sociétés*, Forum d'Istanbul, 2007
- Elinore Ostrom, *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*, Cambridge: Cambridge University Press., 1990
- René Passet, *L'économie et le vivant*, Payot, 1979
- Geoffrey Pleyers, *Alterglobalization. Become actors in a global age*, Polity Press, 2010
- Philippe Pochet et Christian Degryse, *Sortie de crise : trois options pour l'Europe*, in Thomas Coutrot, David Flacher, Dominique



- Méda, *Pour sortir de ce vieux monde. Les chemins de la transition*. Les éditions Utopia, 2010
- Karl Polanyi, *La Grande transformation. Aux origines de notre temps*, Gallimard, 1983
- Jacques Richard, *Comptabilité et développement durable*, Economica, 2012-10-12
- Pierre Rosanvallon, *Le capitalisme utopique*, Seuil, 1979
- Juliet Schor, *Plénitude. The true economics of wealth*, Pinguin Press HC, 2010
- Adam Smith, *Traité des sentiments moraux*, coll. Quadrige, PUF, 1999
- Joseph Stiglitz, Amartya Sen, Jean-Paul Fitoussi, *Rapport sur la mesure des performances économique et du progrès social*, 2009
- André Vanoli, *Une histoire de la comptabilité nationale*, Manuel Repères, La Découverte, 2002
- Patrick Viveret, *Reconsidérer la richesse*, Les Editions de l'Aube, 2005
- Franck-Dominique Vivien, *Le développement soutenable*, Repères, La Découverte, 2005
- Jacques Weber, « L'évaluation contingente : les valeurs ont-elles un prix ? », CERI, juillet/août 2003
- Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Plon, 1964.
- Lynn White Jr., « Les racines de notre crise écologique », *Krisis*, n° 15, septembre 1993, pp. 66-67

L'institut Veblen pour les réformes économiques

Notre mission

L'Institut Veblen promeut la transition socio-écologique vers une économie plus soutenable et plus juste.

Il anime le programme IRE (Initiative internationale pour repenser l'économie), initié par la Fondation Charles Léopold Mayer en vue de faire émerger de nouvelles propositions économiques.



Les notes l'Institut Veblen

Publications hors commerce, les notes Veblen présentent les travaux de l'Institut et de ses partenaires. Suivez nos productions [en cliquant ici](#).

Publié sous Creative Commons



Equipe exécutive

Wojtek Kalinowski
Aurore Lalucq

Conseil d'administration

Philippe Frémeaux (président)
James Galbraith (vice-président)
Patrick Hébert (trésorier)
Jérôme Blanc (secrétaire)

Nous contacter

Institut Veblen
38 rue St-Sabin
75011 Paris
France

Tel : + 33(0)1 43 14 75 75
Fax : + 33(0)1 43 14 75 99

E-mail : contact@veblen-institute.org
www.veblen-institute.org